





**H. DUBUC**  
notaire  
Banque Canadienne  
Nationale  
Téléphone: 922-9244

**RD W. BROOK**  
M.A., LL.B.  
- PROCUREUR  
ville de St-Boniface  
pour le "Trade &  
Council" de Winnipeg  
Office Somerset, Winni  
phone 928 820  
avenue St-Bonif

**Bénard, C.**  
at et notaire  
Canadienne Natio  
Winnipeg, M  
: 927 348

**MEDECINS**

**DANDENAU**  
D., F.A.C.S.

**JARJOUR**  
DENTISTE  
Great West Pharmacy  
Tél.: 924

**La FLECH**  
CHIRURGIEN  
Phone 928 658

**La FLECH**

**T. ETSSELL**  
— CHIRURGIEN  
CLINIQUE GENERALE  
Maladies des reins  
au: 3 h a 6 h - D.M.  
rendez-vous  
Office Medical Arts  
21 543 Rés. 7 44  
ne peut pas appeler la  
Registry": 27 109

**Bert Jacques**  
— Chirurgien

**CHARLES R. OK**  
DENTISTE  
Toronto General Trust  
Winnipeg  
à l'est d'Eaton).

téléphones:  
 7 Rés. 201 7  
**ORMANDEAL**  
 - CHIRURGIEN  
 nuptial du sang  
**Y G. SPINK**  
 ENTISTE  
 cher, St-Bonif  
 mes, 201 237

**HUOT, M.D.**  
généraliste  
93, rue Masson  
-Montreal  
de consultation  
à 9 h du soir  
mardi après-midi  
tél. 201 701



**LA LIBERTÉ ET LE PATRIOTE**

Membre de l'Association des journaux canadiens (C.N.A.J.)

**LA LIBERTÉ**  
Fondée en 1913  
Organe des Français-Canadiens  
du Manitoba  
Winnipeg, MAN.

**LE PATRIOTE DE L'OUEST**  
Fondé en 1913  
Organe des Français-Canadiens  
du Saskatchewan  
PRINCE-ALBERT, SASK.

Journal hebdomadaire fondé en 1941  
Publié par le CANADIAN PUBLISHERS LIMITED  
Directeur: L. LAFLECHÉ, O.M.I.

Rédaction et administration: 815 avenue McDermott, Winnipeg, Man.  
Téléphone 2-888

Prix de l'abonnement d'un an: Canada, \$1.00; États-Unis, \$2.00; Europe, \$3.00. Abonnements de trois ans: Canada, \$2.50; États-Unis, \$5.00; Europe, \$7.50. Les paiements doivent être faits par mandat postal ou par chèque.

Tous les correspondants ont le droit de rétracter le droit de leur nom paraître en son nom sur le mandat postal ou par chèque.

Rédaction: La Liberté et le Patriote 615 avenue McDermott, Winnipeg, Man.  
Adresse postale: 615 avenue McDermott, Winnipeg, Man.

## La culture mixte en Saskatchewan

S'adressant aux représentants des cultivateurs de la Saskatchewan, réunis en congrès à Saskatoon la semaine dernière, M. L. C. Nollet, ministre de l'Agriculture au gouvernement provincial, leur a donné les conseils suivants, après avoir mis en garde contre le danger de la culture unique du grain. « Si la production agricole est limitée à la seule culture du grain en Saskatchewan, les fermes finiront par disparaître. » (« If the trend to single type grain production continues in Saskatchewan, we shall gradually, but surely, farm ourselves out of existence. »)

Le ministre reconnaît le danger de l'unique culture du blé. C'est toujours la vieille histoire de mettre tous les oeufs dans le même panier. En raison de cette méthode exclusive, des milliers d'acres de terre ne donnent pas un rendement satisfaisant. Des milliers d'acres sont impropres à la culture du blé, mais seraient d'une grande utilité pour l'élevage du bétail. Il y a 33,000,000 d'acres en culture réparties comme suit selon la qualité productive: 8,000,000 d'acres d'excellente terre à blé, 25,000,000 d'acres de terre plus ou moins bonne, plus ou moins pauvre. Dans le nord de la province, 27,000,000 d'acres de terre seraient inutilisables pour la culture du blé, mais seraient, par ailleurs, très propres à l'élevage des animaux. Le ministre conseille la culture diversifiée, la production du fourrage et la culture mixte, pour assurer la stabilité de l'agriculture. Il ajoute que c'est une erreur d'épauler, comme les cultivateurs ont fait, les terres qui ne sont pas déjà trop légères et trop maigres par la culture unique du blé. Si l'on persiste dans ce genre de culture, les effets seront désastreux, « everybody would be out of business », déclare M. Nollet.

Il demande aux cultivateurs de considérer l'importance de ce problème. Bien que la Saskatchewan produise beaucoup de grain, elle se signale par ailleurs par la fréquence du manque de récolte. Certaines régions, comme celle de Fox Valley et d'autres au sud-est, ont enregistré huit années consécutives de mauvaises récoltes. Dans ces conditions, il est impossible de songer à la stabilité en agriculture. La sécheresse, qui sévit durant plusieurs années dans un secteur très étendu de la province, devrait enseigner aux agriculteurs la nécessité de conserver l'humidité du printemps en creusant des tranchées et en utilisant des méthodes de culture appropriées aux circonstances. Le ministre partage l'opinion de M. L. B. Thomson, directeur du plan de restauration de l'agriculture, institué par le fédéral, qui a déclaré que la Saskatchewan a perdu trois fois plus d'humidité annuellement par l'emploi de mauvaises méthodes d'agriculture, qu'elle n'en a perdu par la baisse graduelle du niveau des deux rivières de la province.

Le ministre demande aux représentants de l'agriculture de s'unir pour la réhabilitation des familles qui vivent dans les régions improductives. Il suggère l'effort commun pour la mise sur pied de projets destinés au relèvement de l'agriculture, et de décoller la tendance de posséder plus d'étendue de terre qu'il n'est possible à un propriétaire d'en cultiver. Il ajoute que la Saskatchewan a perdu 15,000 cultivateurs, dont les terres ont été achetées par les gros propriétaires. Il préfère les terres plus restreintes et le travail en coopération.

Nul doute que le danger signalé par le ministre de l'agriculture existe. La tendance vers la culture exclusive du blé se généralise. Nombre de cultivateurs abandonnent la culture mixte. Ils mettent tous les oeufs dans le même panier, à l'unique culture du blé. Ils cèdent ainsi « à la tentation des gains faciles ». Sans doute, la culture exclusive du grain réclame moins de travail, elle peut donner de gros profits, mais ces profits sont très aléatoires, parce que cette culture est sujette à bien des facteurs incontrôlables, tels que la gelée, la sécheresse, la grêle, les insectes, etc., qui détruisent en peu de temps le travail des semences. Ce genre de culture devient alors un « gambling », une gageure. Comme une bonne récolte, le cultivateur enregistre très souvent trois ou quatre mauvaises années, qui ruinent.

L'agriculture familiale, celle qui fait vivre son homme et produit tout ce qu'il requiert ses besoins, sera toujours préférable à l'agriculture industrialisée. Donc, la culture diversifiée, la culture mixte, aidée des progrès de la science agricole et du labour constant des agriculteurs, assureront la stabilité de « la plus saine institution de la propriété privée ».

J. V.

## Memel, base de sous-marins

La Lithuanie est occupée par les Soviets qui s'installent en dominateurs. Actuellement, ils sont en train d'aménager le port de Memel (Klaipėda) en base navale destinée à abriter les sous-marins. Plusieurs bâtiments sont déjà achevés, d'autres sont en construction et le rythme des travaux vient d'être accéléré. Comme base navale, Memel est maintenant inclus dans cette chaîne de fortifications côtières qui s'étend de Tallin à Pillau. Par suite de la transformation de Memel en base navale, il a cessé d'être le port d'attache pour de nombreuses flottilles de pêcheurs. Jusqu'à Memel, le port central administratif et policier pour les pêcheurs estoniens, lettons, lituaniens et allemands qui devaient travailler dans des eaux

## Un congrès dans la poix

Telle est l'impression qui s'est dégagée du congrès des Commissaires d'École de langue française du Manitoba, qui fut tenu à St-Boniface, le samedi 20 janvier.

En dépit d'une température indécise, l'assistance aux séances a été excellente et les délégués ont participé avec plus d'intérêt aux discussions que durant les congrès des années passées.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

Deux excellents travaux, l'un sur les écoles scolaires, préparé par le R. P. J. Méné, O.M.I., et l'autre sur les devoirs et responsabilités des commissaires, par le R. P. G. Bouchard, O.M.I., furent présentés aux congressistes.

Le congrès de 1949 marqua dans l'histoire de notre survie française au Manitoba.

## Le coût de la vie

Le coût de la vie continue d'augmenter à un rythme alarmant. Les prix des denrées alimentaires, en particulier, ont atteint des niveaux records.

Les prix des denrées alimentaires, en particulier, ont atteint des niveaux records. Les consommateurs sont de plus en plus touchés par l'inflation.

Les consommateurs sont de plus en plus touchés par l'inflation. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour contrôler les prix.

Les gouvernements doivent prendre des mesures pour contrôler les prix. Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation.

Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation. Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles.

Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles. Les consommateurs doivent acheter intelligemment.

Les consommateurs doivent acheter intelligemment. Les gouvernements doivent surveiller les prix.

Les gouvernements doivent surveiller les prix. Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation.

Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation. Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles.

Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles. Les consommateurs doivent acheter intelligemment.

Les consommateurs doivent acheter intelligemment. Les gouvernements doivent surveiller les prix.

Les gouvernements doivent surveiller les prix. Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation.

Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation. Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles.

Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles. Les consommateurs doivent acheter intelligemment.

Les consommateurs doivent acheter intelligemment. Les gouvernements doivent surveiller les prix.

Les gouvernements doivent surveiller les prix. Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation.

Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation. Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles.

Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles. Les consommateurs doivent acheter intelligemment.

Les consommateurs doivent acheter intelligemment. Les gouvernements doivent surveiller les prix.

Les gouvernements doivent surveiller les prix. Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation.

Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation. Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles.

Les entreprises doivent éviter les pratiques anticoncurrentielles. Les consommateurs doivent acheter intelligemment.

Les consommateurs doivent acheter intelligemment. Les gouvernements doivent surveiller les prix.

Les gouvernements doivent surveiller les prix. Les citoyens doivent être conscients de leur rôle dans la lutte contre l'inflation.

## La chronique

Correspondance spéciale à « La Liberté et le Patriote »

Par André LAFLECHÉ

Les notions persécutées deviennent persécutées à leur tour. Les désordres de Durban et de Johannesburg sont intolérables.

En 1928 deux lois qui préservent d'éventuels troubles de l'ordre public, ont été promulguées. Elles ont été conçues pour empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

## La chronique

Correspondance spéciale à « La Liberté et le Patriote »

Par André LAFLECHÉ

Les notions persécutées deviennent persécutées à leur tour. Les désordres de Durban et de Johannesburg sont intolérables.

En 1928 deux lois qui préservent d'éventuels troubles de l'ordre public, ont été promulguées. Elles ont été conçues pour empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

Ces lois ont dominé toute la politique intérieure du pays. Elles ont été pour but d'empêcher la séparation des races, interdites aux gens de couleur. Les emplois d'ouvriers qualifiés dans les mines. En 1928 également, le gouvernement sud-africain obtint, par voie de négociations directes avec le gouvernement de l'Inde, l'arrêt de l'immigration hindoue au Natal.

## ST-BONIFACE

## La récréation à St-Boniface

(Suite)  
Le semaine dernière, nous avons seulement énuméré les activités récréatives dont dispose notre population.

Aujourd'hui, faisant un pas de plus, nous voudrions vous parler de l'Association qui porte maintenant le nom de "Centre des Associations Récréatives de St-Boniface".

C'est dans la brochure du gouvernement du Manitoba, "Community Centre", p. 22:

"Most important of all, the Community Centre will draw together the multiplicity of groups and organizations of the community in a united and co-ordinated effort to improve the community and provide the facilities for a more diversified social, cultural and recreational life."

"If there are many active organizations in your district, it will be advisable to create a community council, consisting of a representative of each organization, to act as a clearing house for suggestions as to community centre activities, and maintain a schedule so that the facilities of the Community Centre may be equitably available to all."

Et dans le numéro 17 de la revue du gouvernement d'Ontario, p. 11:

"The Community Centre is not intended to serve as a substitute for home, church and other traditional religious points of social life, nor is it intended to supersede cinema, theatre and concert halls; but it is to be organized as a link in with and supplement the facilities already available, it should be a potent factor in building up a live democratic community."

Il me semble que ces lignes devraient tout à fait notre situation à St-Boniface, au point de vue récréatif. Et nous nous sommes efforcés de réaliser la formule proposée ci-haut:

Le 27 septembre 1948, le conseil d'administration des associations de St-Boniface a tenu sa première séance et a décidé de donner une nouvelle forme à l'Association des Centres Récréatifs.

James Hodges

Professeur de piano

Téléphone 206 502

CAFE PROTEAU

Miles E. A. Proteau Prop.

A côté du grand des pompes

de la rue St-Boniface

LIQUEURS SOUSSES

Service de 10 heures par semaine

Ouvrez de 10 à 18 h. tous les jours

Demander une carte d'invitation

Téléphone 205 054

TISSOT

PHOTO

162, rue

Dumoulin

Tél. 201 862

pour

Album de mariage

Événement spécial

GENE GAUTHIER

PHOTO STUDIO

Téléphone 202 652

Pour portraits, cartes de visite, etc.

vous allez aussi prendre des photos

à la maison

Fixez vos rendez-vous de bonne

heure, afin de ne pas être dérangés

THE CUSSON LUMBER CO., LTD.

P. RAIMBAULT, Président

Toutes sortes de matériaux de construction, charbon et bois de

chauffage, etc. etc.

Aménagement d'église et boiserie fine, etc.

St-Boniface Téléphone 201 283

Automobiles

PAUL PAQUIN

Assurances et FINANCES sur automobiles et camions

Tél. Bureau: 95 194 Rés. 205 227

612, rue St-Jean-Baptiste

ST-BONIFACE, MAN.

PARK HOTEL

394, avenue Taché

(Vis-à-vis l'hôtel de St-Boniface)

Téléphones: 207 062 202 034

L'Hôtel le plus moderne de St-Boniface

"Où un accueil cordial vous attend"

Mme F. Fournelle, directrice Restaurant éminent

Théâtre Paris

220, rue Provencher

Téléphone 201 212

Salut, les enfants!

Inauguration de la série "Brick Bradford"

Samedi après-midi le 5 février

Entrées sous le "Club des Jeunes du Théâtre Paris"

Soyez éligibles pour le tirage d'une bicyclette.

l'été déjà existante, en faisant de cette association comme la fédération de toutes les associations récréatives de St-Boniface.

Sur 52 personnes présentes, 40 approuvent cette formule.

Le 27 octobre, à la suite d'un vote en chambre, environ 75 personnes, représentant les associations récréatives, ont élu comme membres de l'Association des Centres Récréatifs de St-Boniface.

Sur ces 15 membres, il y en a 12 qui représentent chacune une association affiliée. En voici la liste complète: Omer Pelletier, vice-président; Clécie Forest, secrétaire-trésorière; le R. F. Ouellette, représentant les associations récréatives de nos 2 écoles; Raymond Roy, représentant les organisations récréatives du Cercle Ouvrier; René Bélanger, représentant le Camp et le terrain de Jeux; Joseph Chabot, représentant les Scouts de St-Boniface; Camille Phaneuf, représentant les organisations récréatives des Jeunes et des Gais; Manobian; Georges Dauphinais, représentant les Scouts de St-Boniface; Henri Dubé, représentant les organisations récréatives du parc; Adrien Gervais, représentant le Club de la Jeunesse; Gilles Goyet-Laurent Desjardins, représentant le Club de la Jeunesse; Jean-Pierre, M. l'abbé Léo Blais, curé, président.

Et ces premiers mois, le nouvel exécutif se réunissait plusieurs fois, car il s'agissait de faire tous les arrangements possibles sur les activités récréatives de la paroisse. L'Association des Centres Récréatifs de St-Boniface a donc déterminé le rôle exact qui lui incombe.

Elle est principalement en déterminant le rôle qu'il lui incombe. Elle est principalement en déterminant le rôle qu'il lui incombe.

Le 27 septembre 1948, le conseil d'administration des associations de St-Boniface a tenu sa première séance et a décidé de donner une nouvelle forme à l'Association des Centres Récréatifs.

James Hodges

Professeur de piano

Téléphone 206 502

CAFE PROTEAU

Miles E. A. Proteau Prop.

A côté du grand des pompes

de la rue St-Boniface

LIQUEURS SOUSSES

Service de 10 heures par semaine

Ouvrez de 10 à 18 h. tous les jours

Demander une carte d'invitation

Téléphone 205 054

TISSOT

PHOTO

162, rue

Dumoulin

Tél. 201 862

pour

Album de mariage

Événement spécial

GENE GAUTHIER

PHOTO STUDIO

Téléphone 202 652

Pour portraits, cartes de visite, etc.

vous allez aussi prendre des photos

à la maison

Fixez vos rendez-vous de bonne

heure, afin de ne pas être dérangés

THE CUSSON LUMBER CO., LTD.

P. RAIMBAULT, Président

Toutes sortes de matériaux de construction, charbon et bois de

chauffage, etc. etc.

Aménagement d'église et boiserie fine, etc.

St-Boniface Téléphone 201 283

Automobiles

PAUL PAQUIN

Assurances et FINANCES sur automobiles et camions

Tél. Bureau: 95 194 Rés. 205 227

612, rue St-Jean-Baptiste

ST-BONIFACE, MAN.

PARK HOTEL

394, avenue Taché

(Vis-à-vis l'hôtel de St-Boniface)

Téléphones: 207 062 202 034

L'Hôtel le plus moderne de St-Boniface

"Où un accueil cordial vous attend"

Mme F. Fournelle, directrice Restaurant éminent

Théâtre Paris

220, rue Provencher

Téléphone 201 212

Salut, les enfants!

Inauguration de la série "Brick Bradford"

Samedi après-midi le 5 février

Entrées sous le "Club des Jeunes du Théâtre Paris"

Soyez éligibles pour le tirage d'une bicyclette.

l'été déjà existante, en faisant de cette association comme la fédération de toutes les associations récréatives de St-Boniface.

Sur 52 personnes présentes, 40 approuvent cette formule.

Le 27 octobre, à la suite d'un vote en chambre, environ 75 personnes, représentant les associations récréatives, ont élu comme membres de l'Association des Centres Récréatifs de St-Boniface.

Sur ces 15 membres, il y en a 12 qui représentent chacune une association affiliée. En voici la liste complète: Omer Pelletier, vice-président; Clécie Forest, secrétaire-trésorière; le R. F. Ouellette, représentant les associations récréatives de nos 2 écoles; Raymond Roy, représentant les organisations récréatives du Cercle Ouvrier; René Bélanger, représentant le Camp et le terrain de Jeux; Joseph Chabot, représentant les Scouts de St-Boniface; Camille Phaneuf, représentant les organisations récréatives des Jeunes et des Gais; Manobian; Georges Dauphinais, représentant les Scouts de St-Boniface; Henri Dubé, représentant les organisations récréatives du parc; Adrien Gervais, représentant le Club de la Jeunesse; Gilles Goyet-Laurent Desjardins, représentant le Club de la Jeunesse; Jean-Pierre, M. l'abbé Léo Blais, curé, président.

Et ces premiers mois, le nouvel exécutif se réunissait plusieurs fois, car il s'agissait de faire tous les arrangements possibles sur les activités récréatives de la paroisse. L'Association des Centres Récréatifs de St-Boniface a donc déterminé le rôle exact qui lui incombe.

Elle est principalement en déterminant le rôle qu'il lui incombe. Elle est principalement en déterminant le rôle qu'il lui incombe.

Le 27 septembre 1948, le conseil d'administration des associations de St-Boniface a tenu sa première séance et a décidé de donner une nouvelle forme à l'Association des Centres Récréatifs.

James Hodges

Professeur de piano

Téléphone 206 502

CAFE PROTEAU

Miles E. A. Proteau Prop.

A côté du grand des pompes

de la rue St-Boniface

LIQUEURS SOUSSES

Service de 10 heures par semaine

Ouvrez de 10 à 18 h. tous les jours

Demander une carte d'invitation

Téléphone 205 054

TISSOT

PHOTO

162, rue

Dumoulin

Tél. 201 862

pour

Album de mariage

Événement spécial

GENE GAUTHIER

PHOTO STUDIO

Téléphone 202 652

Pour portraits, cartes de visite, etc.

vous allez aussi prendre des photos

à la maison

Fixez vos rendez-vous de bonne

heure, afin de ne pas être dérangés

THE CUSSON LUMBER CO., LTD.

P. RAIMBAULT, Président

Toutes sortes de matériaux de construction, charbon et bois de

chauffage, etc. etc.

Aménagement d'église et boiserie fine, etc.

St-Boniface Téléphone 201 283

Automobiles

PAUL PAQUIN

Assurances et FINANCES sur automobiles et camions

Tél. Bureau: 95 194 Rés. 205 227

612, rue St-Jean-Baptiste

ST-BONIFACE, MAN.

PARK HOTEL

394, avenue Taché

(Vis-à-vis l'hôtel de St-Boniface)

Téléphones: 207 062 202 034

L'Hôtel le plus moderne de St-Boniface

"Où un accueil cordial vous attend"

Mme F. Fournelle, directrice Restaurant éminent

Théâtre Paris

220, rue Provencher

Téléphone 201 212

Salut, les enfants!

Inauguration de la série "Brick Bradford"

Samedi après-midi le 5 février

Entrées sous le "Club des Jeunes du Théâtre Paris"

Soyez éligibles pour le tirage d'une bicyclette.

## Retraite annuelle

## des institutrices

La retraite annuelle des institutrices aura lieu du 11 au 14 février. Du prix celles qui seront assez généreuses pour suivre cette retraite les la Maison des Retraités, soit en téléphonant ou en écrivant.

Le prédateur sera le H. P. D. Jubinville, O.M.I.

## Petites Notes

## Service d'information

A. — D'un côté, le Centre des Associations Récréatives sera en contact avec:  
a) le "Council of the Associated Community of St-Boniface", pour en recevoir directives, renseignements de toutes sortes, règlements, fonds, etc.  
b) toute autre source de renseignements sur la récréation, bon des études, études, causes de personnes compétentes dans ce domaine, etc.

B. — De l'autre côté, le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord sera en contact avec les associations récréatives affiliées:  
a) En se renseignant continuellement sur les activités, progrès, finances, etc. de chacune des associations affiliées, par le représentant de chacune de ces associations, lequel, à partir de l'exécutif du Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, non seulement pour représenter son association, mais pour l'informer et se dévouer à la récréation de toute la communauté de St-Boniface Nord.

b) En leur communiquant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

c) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

d) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

e) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

f) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

g) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

h) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

i) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

j) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

k) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

l) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

m) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

n) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

o) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

p) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

q) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

r) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord, un comité de surveillance contrôle les finances du Centre de la Jeunesse. (Ce comité est nommé par le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord.)

s) En leur fournissant tous les renseignements qu'ils peuvent leur aider les associations affiliées. C'est ainsi que d'après une entente entre le Centre de la Jeunesse Catholique et le Centre des Associations Récréatives de St-Boniface Nord,

















## Au Congrès des Commissaires d'Écoles du Manitoba

## Dix jours de travail au service du R. V. Père G. Belcourt, s.j., président des écoles

Excellence, Mes chers amis, Mes chers amis, on m'a demandé, comme visiteur d'écoles, de vous donner un aperçu de la situation scolaire au Manitoba.

## Programme et institutions

1. Le programme de français, tel qu'établi par l'Association d'Éducation, ne paraît excellent. L'enseignement du français dans nos écoles a peu d'exceptions près est fait avec grand soin et avec compétence. Les élèves sont éveillés, intéressés et très sympathiques.

## Excellentes écoles

2. En général, les écoles sont hygiéniques, bien éclairées, bien aérées, et propres. Les pupilles sont adaptés à la stature des élèves. Les tableaux noirs sont nombreux, bien peints et nettoyés avec soin. Je pense ici en particulier à 2 écoles que l'on vient d'inaugurer: elles sont spacieuses, confortables, modernes et accueillent les enfants avec une haute idée de l'éducation et les moyens les plus adéquats pour faire cette éducation. Les contribuables ne sont d'abord étonnés de la perfection des plans de construction; ils ont ensuite réfléchi, se sont rendus compte de la haute idée et, aujourd'hui, ils sont fiers de leur école et ne retourneraient pas pour une fortune à leur ancienne baraque.

## Repas chauds

3. Dans beaucoup d'écoles, on s'est conformé aux recommandations du gouvernement, et, le soir, on sert des repas chauds aux enfants. Un enfant qui mange chaud, le midi, est plus alerte et mieux disposé à faire une bonne après-midi de classe.

## Les commissaires

4. J'ai fait des réunions d'instituteurs 24 fois, et, dans toutes les écoles, excepté une. Nous avons étudié ensemble le programme d'études françaises, le matériel pédagogique de l'école et son administration. Je n'ai pas eu souvent le plaisir de rencontrer les commissaires d'écoles, mais je sais ce qu'on en pense.

À votre honneur, je dois dire que presque toujours, les instituteurs trouvent difficilement des écoles dévouées, sympathiques et attentives à procurer le bien-être des enfants et des institutrices. «Les commissaires, me disent les instituteurs, nous manquent souvent et il nous manque quelque chose pour l'avancement des enfants ou pour nous-mêmes, si le chauffage est satisfaisant, si les lumières sont à point. Ils nous soutiennent dans l'enseignement du français et du catéchisme; ils s'en informent et stimulent les élèves par des récompenses.»

On m'a même affirmé, très souvent, que les commissaires se donnaient une peine immense pour faire l'éducation des contribuables afin d'améliorer l'enseignement de l'école et d'augmenter le salaire des institutrices.

## L'excuse de l'A.E.C.F.

5. J'aimerais ajouter un mot au sujet de l'Association d'Éducation. J'ai vu l'œuvre exécutée à l'œuvre depuis 4 mois et je puis vous assurer, Messieurs, que votre cause est entre bonnes mains. Les membres de l'excuse travaillent beaucoup et travaillent ferme, sans salaire et sans arrière-pensée. Ils étudient avec soin et clairvoyance tous les problèmes complexes de l'éducation bilingue. Ils agissent avec prudence et avec une grande énergie. Et j'ajouterais qu'ils travaillent dans une harmonie parfaite, avec une loyauté entière, avec une estime et j'ajouterais avec une affection réciproque, et cela est une grande impression.

## Améliorations requises

Messieurs, je pourrais m'arrêter ici et tout le monde se réjouir. On dirait que tout va

pour le mieux dans le meilleur des mondes. Vous pourriez dire aussi que je suis un peu naïf et emballé et vous pourriez que si tout va si bien, nous n'avons plus rien à faire. Mais, mes amis, nous ne sommes pas naïfs, nous ne sommes pas des autres visiteurs d'écoles.

## Écoles laïques à désirer

1. Quelques écoles manquent de propreté et quelques autres ont même des défectuosités. Les tableaux noirs sont très défectueux en quelques endroits; ils ne sont pas toujours bien entretenus. Les instituteurs ne sont pas toujours satisfaits de leur matériel. Je considère que cette question des tableaux noirs est une des plus importantes, parce que c'est une amélioration peu coûteuse et cependant essentielle. Il devrait y avoir presque constamment des élèves à travailler sur un tableau noir dans l'école, et pour cela il faut des tableaux noirs.

## Lumières électriques

2. Les lumières électriques, quand elles existent, sont trop faibles. Il faut que les lumières soient fortes et que je suis sûr que très souvent il n'est que de 20 à 30 watts par pied carré. Une économie de \$1 ou \$2 par an en électricité, mais qui coûte plus cher à long terme pour les yeux des enfants sans parler de l'instituteur qui compte un peu aussi.

## Repas chauds

3. Les repas chauds n'existent pas dans bon nombre d'écoles. Un enfant qui mange froid, le soir, est moins disposé à faire une bonne après-midi de classe.

## Manque d'appui

accordé aux institutrices. 2. Dans quelques endroits, les institutrices ne trouvent pas tout l'appui qu'elles espèrent, surtout en ce qui concerne le français. Nous devons que ces institutrices ont une responsabilité éducatrice; elles enseignent le français en marge de la loi; elles ont à leur charge des enfants qui, elles craignent, ont besoin d'être calmés et encouragés par les commissaires. Elles ont besoin que les autorités les soutiennent et leur donnent le moyen de faire leur enseignement dans l'école. Les enfants appartiennent aux parents et non à M. Norris; c'est à lui qu'il appartient de leur enseigner le français, et c'est à lui qu'il appartient de leur enseigner le français, et c'est à lui qu'il appartient de leur enseigner le français.

## Représentation inadéquate

3. Dans quelques districts scolaires, nous sommes loin d'avoir notre juste représentation dans la commission scolaire. Je pense ici à plusieurs cas. Je n'en mentionnerai qu'un seul. Dans un district scolaire, 20 enfants sur 23 sont Canadiens français; les contribuables sont tous français, mais il n'y a qu'un seul anglais protestant. Or, ces 3 anglais protestants sont tous les trois, commissaires d'école. Et, comme conséquence, l'institutrice est anglaise protestante, il n'y a pas de français à l'école ni de catéchisme.

## Mentalité anglaise

4. Le français n'enseigne bien dans les écoles et les enfants l'apprennent convenablement. Mais la mentalité est très souvent anglaise. On parle anglais à l'école, on parle anglais à la maison. Cette question est grave, c'est la plus grave; je n'hésiterai pas, cependant, à dire que c'est la plus importante. Et je vous assure que ce point nous donne un peu d'inquiétude et beaucoup de travail. Les commissaires pourraient donner un coup de main en encourageant toutes les organisations patriotiques à l'école, par exemple la Journée de Fierté Nationale.

## Faut-il de professeurs

Ce même point n'est pas le plus important; j'estime que le 4e est le plus important, et il est le plus pressant, et il vous intéressera de près. C'est la pénurie de professeurs. Cette question est une menace sérieuse à tout notre enseignement et au progrès national et français dans toute la province.

## Actualité nous avons 3 écoles

Nous avons 20 écoles françaises dirigées par des institutrices anglaises et où le français ne s'enseigne pas. Je vous ai dit cela, et vous savez que c'est une situation qui, si elle persiste, nous donnera de la peine et ne pourra que nous nuire.

vent pas. Et il y en a 20 comme cela!

Nous avons 43 institutrices françaises qui ne peuvent pas remplir en juin, car vous savez que les instituteurs ne sont pas payés jusqu'en septembre.

Enfin, il y aura une trentaine d'institutrices qui ne pourront pas quitter parce qu'elles auront marié; on passera aux écoles anglaises. Cela veut dire que nous aurons de 75 à 100 institutrices à trouver et nous ne les trouverons pas. Il n'y a que 3 à 5 et 3 professeurs à l'école normale.

Ce problème est sérieux. C'est en partie le problème de l'excuse et il vous ne sauriez croire la peine que nous donne cette course à la recherche d'institutrices. Mais c'est aussi et surtout le problème des commissaires scolaires. Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

Vous direz: Les écoles anglaises ont des instituteurs, mais nous n'en avons pas. Mais le problème n'est pas là, mais le problème est ailleurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs. C'est que nous ne pouvons pas payer nos instituteurs.

répondra: Ce n'est pas un caprice. J'ai besoin d'aider mes parents et de m'aider moi-même. J'ai fait 4 années d'études spéciales, les grades 9, 10, 11, 12; j'ai fait l'école normale qui m'a coûté \$400. Cela veut dire 3 années sans salaires, c'est un capital engagé de \$3,000 à \$5,000. Il doit y avoir un salaire professionnel; or, je reçois moins qu'un journaliste et beaucoup moins qu'un savant.











## Jubilé d'or



A l'occasion de leur 50ème anniversaire de mariage, le dimanche 15 janvier dernier, M. et Mme Alfred Gariepy, recevaient à leur résidence, 368, rue Spence, Winnipeg, M. Gariepy, originaire de Calumet, Mich., vint au Manitoba à l'âge de 2 ans. Il est actuellement âgé de 72 ans. Son épouse, née Alda Bérard, naquit à St-Marcel, P.Q., en 1870, et arriva à St-Jean-Baptiste, Man., à l'âge de 11 ans. Ils contractèrent mariage en l'église paroissiale de St-Jean-Baptiste. De leur union naquirent 2 filles, Mmes V. Boileau, de St-Boniface, et J. Larue, de Winnipeg, et un fils, Alfred, de Carberry, M., et Mme Gariepy comptent aussi 4 petits-enfants.

## S. Exc. Mgr Maurice Roy est arrivé à Rome

CITE DU VATICAN — Mgr Maurice Roy, archevêque de Québec, est arrivé à Rome où il est descendu au Collège Canadien. "C'est ma première visite ad limina", a-t-il déclaré au représentant de l'agence France-Press, et c'est en même temps la première fois que le prélat est allé à Rome depuis 1933, et le n'a encore jamais vu le Saint-Père.

Mgr Roy a expliqué que, avant d'entreprendre la dernière mission, avec lui et traitant de différentes questions qu'il doit exposer devant diverses congrégations, il n'a pas encore eu le temps de partir. Il espère être bientôt reçu en audience par le Pape, et, après cela, après avoir été reçu par l'évêque de Saint-Jean de Québec, ouvrira la série de celles que les membres de l'épiscopat viendront faire au siège apostolique durant cette année, pour la première fois depuis la longue parenthèse de la guerre.

L'année sainte verra ensuite redoubler le nombre des Canadiens qui viendront à Rome. Mgr Roy compte partir d'Italie au début de mars afin de pouvoir être rentré pour l'époque où il reviendra probablement par avion.

Au cinéclerc d'Orléans — Le prélat visitera le cinéclerc canadien d'Orléans sur l'itinéraire, dans la région où il fit campagne lui-même avec les troupes canadiennes. Il ira également en prière sur les tombes de ses compatriotes tués à l'ennemi devant Nîmègue.

L'émigrant pense s'arrêter aussi en France, notamment à Paris, où il compte de nombreux amis.

Parlant de son pays, après

avoir évoqué les épreuves auxquelles sont soumis les fidèles dans plusieurs contrées d'Europe, en Hongrie notamment, après l'arrestation du cardinal primate Mindszenty, l'archevêque a ajouté: "Le Canada se doit de donner au monde l'exemple de la vie chrétienne pour montrer de la sorte une solidarité fraternelle avec ceux qui souffrent."

## L'OCÉAN TRAVERSE

DANS UN MONOMOTEUR

PARAHYBA, Brésil — Deux aviateurs italiens, Leonardo Bonzi et Maler Luati, ont traversé l'Atlantique sud, récemment dans un monomoteur. Ils ont volé de Dakar, en Afrique, à Parahyba, au Brésil. Leur appareil, "L'Âge des Enfants", est mu par un moteur de 120 chevaux, mais le réservoir d'essence avait été agrandi pour permettre une telle envolée.

## On veut rendre les comiques moins nocifs

NEW-YORK — Le "Schulz Office", bureau de censure de l'Association des éditeurs de magazines, a commencé récemment à examiner des récits imaginés afin de déterminer tous ceux qui peuvent être considérés comme une cause de délinquance juvénile.

Henry Schulz, directeur de l'association, a dit que son bureau censurera tous les magazines des éditeurs pris à soumettre au code des "comics". Il a ajouté que les magazines approuvés par le bureau porteront un sceau indi-

## Des propos que M. Drew voudrait nous faire oublier

OTTAWA — M. Hugues Lapointe, député de Lotbinière et adjoint parlementaire du ministre des Affaires extérieures, a dit à la radio récemment que le nouveau chef du parti conservateur, M. George A. Drew, ancien premier ministre de l'Ontario, avait prononcé dans le passé sur le compte des Canadiens français des paroles qu'il voudrait bien maintenant n'avoir jamais prononcées.

En établissant un parallèle entre le premier ministre, M. Louis St-Laurent, le député de Lotbinière a déclaré:

"M. St-Laurent affirme que les citoyens des deux races ont des droits égaux en ce pays. M. Drew fait le contraire. C'est lui qui, dans un discours tristement célèbre, nous a classés comme une race de vaincus; c'est lui qui disait que les Canadiens français ne sont que tolérés dans le pays que leurs ancêtres ont ouvert à la civilisation."

"C'est lui qui, en 1944, s'engageait à empêcher la passation de la loi des allocations familiales en disant que c'était une législation inique, destinée à favoriser les Canadiens français."

Plus tôt dans la soirée, M. Lapointe avait été précédé au micro par son chef, M. L. B. Pearson, secrétaire d'Etat aux Affaires extérieures, qui a défendu la politique étrangère du gouvernement en disant que le Canada n'était pas à renouer d'aucune autre puissance, mais qu'il se montrerait ferme à l'endroit du communisme. Les républicains belotomistes, a-t-il dit, n'ont pas plus d'ap-

## Désapprobation de l'Angleterre

LONDRES — Interrogé au sujet du primat de l'Anglais, M. Hector McNeil, ministre d'Etat, a déclaré à la Chambre des Communes: "Je suis heureux d'exprimer publiquement la désapprobation du gouvernement britannique pour l'action du gouvernement canadien qui libère le cardinal s'il respectait la liberté comme il s'y est engagé par le traité de paix."

D'autre part, M. McNeil dit qu'une protestation officielle à Budapest serait inutile et il promet pourtant de "garder en mémoire" la proposition d'envoyer un observateur officiel au procès du cardinal Mindszenty, qui doit commencer bientôt.

quant qu'ils sont irréprochables aux yeux des censeurs. Le bureau de Schulz s'efforcera d'éliminer les "comics" qui traitent de crimes, de torture sadique, du divorce, etc., ainsi que ceux qui renforcent des illustrations vulgaires et obscènes ou constituent des attaques contre les groupements religieux et raciaux. Le bureau combatera aussi le langage vulgaire et obscène dans les "comics".

Selon le Dr Frederic Wertham, chef psychiatre de la clinique La-farge, plus de 60,000,000 de magazines de "comics" sont lus aux États-Unis chaque mois et, récemment, ils comportaient un plus gros pourcentage de récits et de crimes. En 1947, par exemple, seulement le dixième des "comics" traitait de crimes. En 1948, la proportion s'éleva au tiers.

## Une école bilingue à Toronto

TORONTO — L'unique école bilingue de Toronto prodigue son enseignement à 180 garçons et jeunes en leur inculquant l'héritage culturel des deux races.

La nouvelle école du Sacré-Cœur, 410 rue Sheppard, relève de la Commission des écoles séparées (catholiques). Ses professeurs tiennent plus sur la culture française que sur la culture anglaise. La plupart des élèves parlent le français dans leurs foyers et l'anglais au dehors. Les parents sont presque tous de nationalité française, tandis que dans certaines familles l'un des parents est anglais et l'autre française. Comme ces enfants vivent dans une ville où la majorité de la population parle l'anglais, on les envoie à cette école pour apprendre la langue et les mettre au courant des traditions du Québec, une province où la plupart ne sont jamais allés.

## La France exporterait des produits laitiers

NEW-YORK — Sous les auspices de la Chambre de Commerce française aux États-Unis et de l'École libre des hautes études, M. Georges Laroche, ingénieur agronome appartenant aux services d'approvisionnement français aux États-Unis, a fait une conférence sur l'agriculture française dans le plan de reconstruction européenne.

La conférence a été exposée dans son grand sens la part prévue pour la France dans ce plan. Ce programme, a-t-il dit, implique des modifications profondes dans l'organisation agricole nationale d'ici 1952 ou 1953, non plus importatrice mais exportatrice, notamment de blé, de produits laitiers, tels que le beurre, les fromages, de fruits, de primeurs et même de viande.

Un tel programme nécessitera en particulier un accroissement du nombre des tracteurs agricoles et de la production des engrais et fourrages.

## LOUIE



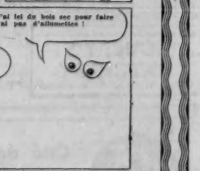
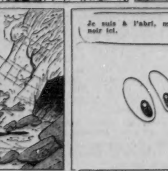
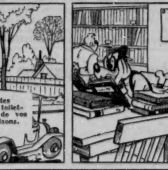
## BOZO



## HENRI



## LA SOURIS MIQUETTE



## Nos Mots Croisés

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
1														
2														
3														
4														
5														
6														
7														
8														
9														
10														
11														
12														
13														
14														
15														

**HORIZONTAL**

1—Instrument employé en chirurgie.  
2—Mortier ou abaisse — Utensile de cuisine.  
3—Serrure — Ville de l'État de New York.  
4—Nigelle — Plante de l'Inde.  
5—Belle végétation d'arbustes — Végétation de l'Inde.  
6—Morceau, morceau.  
7—Noms des deux sexes — Noms des deux sexes.  
8—Mortier ou abaisse — Utensile de cuisine.  
9—Nigelle — Plante de l'Inde.  
10—Nigelle — Plante de l'Inde.  
11—Nigelle — Plante de l'Inde.  
12—Nigelle — Plante de l'Inde.  
13—Nigelle — Plante de l'Inde.  
14—Nigelle — Plante de l'Inde.  
15—Nigelle — Plante de l'Inde.

**VERTICAL**

1—Homme qui a une voix rauque.  
2—Nigelle — Plante de l'Inde.  
3—Nigelle — Plante de l'Inde.  
4—Nigelle — Plante de l'Inde.  
5—Nigelle — Plante de l'Inde.  
6—Nigelle — Plante de l'Inde.  
7—Nigelle — Plante de l'Inde.  
8—Nigelle — Plante de l'Inde.  
9—Nigelle — Plante de l'Inde.  
10—Nigelle — Plante de l'Inde.  
11—Nigelle — Plante de l'Inde.  
12—Nigelle — Plante de l'Inde.  
13—Nigelle — Plante de l'Inde.  
14—Nigelle — Plante de l'Inde.  
15—Nigelle — Plante de l'Inde.

1—Instrument employé en chirurgie.  
2—Mortier ou abaisse — Utensile de cuisine.  
3—Serrure — Ville de l'État de New York.  
4—Nigelle — Plante de l'Inde.  
5—Belle végétation d'arbustes — Végétation de l'Inde.  
6—Morceau, morceau.  
7—Noms des deux sexes — Noms des deux sexes.  
8—Mortier ou abaisse — Utensile de cuisine.  
9—Nigelle — Plante de l'Inde.  
10—Nigelle — Plante de l'Inde.  
11—Nigelle — Plante de l'Inde.  
12—Nigelle — Plante de l'Inde.  
13—Nigelle — Plante de l'Inde.  
14—Nigelle — Plante de l'Inde.  
15—Nigelle — Plante de l'Inde.





